

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,
PROFESSIONNEL, DE LA FORMATION
QUALIFIANTE ET DE L'EMPLOI**

Arrêté n° 6068 du 21 mai 2013 instituant un projet dénommé « *projet de formation des formateurs* »

Le ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie,
des finances, du plan, du portefeuille
public et de l'intégration,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 2009-397 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2009-514 du 30 décembre 2009 portant organisation du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1154 du 9 novembre 2012 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration ;

Arrêtent :

Article premier : Il est institué, au sein du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, un projet dénommé « *projet de formation des formateurs* ».

Article 2 : Le projet de formation des formateurs a pour objet la formation des formateurs destinés au renforcement des capacités du personnel enseignant du sous-secteur de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- sélectionner cent cinquante formateurs dans trente filières ;
- organiser à l'étranger la formation des personnes sélectionnées ;
- organiser à l'échelle nationale la formation des enseignants par les formateurs sélectionnés.

Article 3 : Le projet de formation des formateurs est coordonné par un chef de projet assisté d'un comptable et d'une secrétaire.

Article 4 : Le projet de formation des formateurs est financé par le budget de l'Etat.

Article 5 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 mai 2013

Le ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Serge Blaise ZONIABA

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO

Arrêté n° 6069 du 21 mai 2013 instituant un projet dénommé « *projet de réforme des programmes de formation* »

Le ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des
finances, du plan, du portefeuille public
et de l'intégration,

Vu la Constitution,

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 2009-397 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2009-514 du 30 décembre 2009 portant organisation du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1154 du 9 novembre 2012 relatif aux attributions du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration ;

Arrêtent :

Article premier : Il est institué, au sein du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, un projet dénommé « *projet de réforme des programmes de formation* ».

Article 2 : Le projet de réforme des programmes de formation a pour objet la conduite de la révision des programmes de formation du sous-secteur de l'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- adapter les nouveaux programmes de formation aux besoins du monde du travail et aux évolutions scientifiques et technologiques ;
- élaborer les documents d'accompagnement ;
- procéder au choix des manuels adaptés aux référentiels de formation.

Article 3 : Le projet de réforme des programmes de formation est coordonné par un chef de projet assisté d'un comptable et d'une secrétaire.

Article 4 : Le projet de réforme des programmes de formation est financé par le budget de l'Etat.

Article 5 : Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 21 mai 2013

Le ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi,

Serge Blaise ZONIABA

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

NOMINATION

Décret n° 2013 - 194 du 17 mai 2013. Les magistrats dont les noms et prénoms suivent sont nommés dans les juridictions ci-après :

I - COUR SUPREME

1) Sièges :

- président de la troisième chambre civile : **OUETINIGUE** née **MAMBANI (Dorothée)** ;
- président de la chambre pénale : **NANGA-NANGA (Grégoire)** ;
- président de la première chambre sociale : **MAKAYA BOUANGA (Auguste)** ;
- président de la deuxième chambre sociale : **MALANDA (Pierre Ausone)** ;

2) Juges

- **GOMIS (Christine)**
- **ANDZILANDO (David)**
- **NGALEBAYI (Jean)**
- **KOUMBA (Hélène)**

3) Parquet général :

- premier avocat général : **ETOTO EBAKASSA (Albert)**
- avocat général : **ESSAMY NGATSE**

II - COUR DES COMPTES ET DE DISCIPLINE BUDGETAIRE

1) Sièges :

- premier président : **APPESSÉ (Charles Emile)**
- conseillers :
 - **PANGOUD (Christophe)**
 - **MANOTA (Justin)**
 - **MOUYABI (Paul Blaise)**
 - **TATI MAKAYA (Edouard)**
 - Mme **KIBONGUI** née **NKOUSSOU (Martine)**

2) Parquet général :

- procureur général : **MOUYABI (Gilbert)**
- avocat général : **OBA (Christian)**
- substituts généraux :
 - **NGOUALA (Ludovic)**
 - **MIAMBI (Michel)**
 - **MVIBIDOULOU (Simon William)**

III - COUR D'APPEL DE BRAZZAVILLE

1) Sièges :

- premier président : **BAYI (Mathurin)**
- vice président : **MAYANDA (Christine)** épouse **NTSIKA**
- président de la 2^e chambre civile : **IKOLO (Guy Alain)**
- président de la cour criminelle : **KIBI (Ignace)**
- président de la chambre administrative : **LOUTETE (Jérôme)**
- président de la 2^e chambre correctionnelle : **AKONDO OSSENGUE**
- président de la chambre d'accusation : **ITSA (Roger Justin)**

- conseillers :

- **KOULANGOU (Ferdinand)**
- **BATCHY (Jean De dieu)**
- **BINIAKOUNOU (Célestin)**
- **BOUKAKA (Dominique)**
- **GAMPIKA (Marcelle)**
- **GANZINO-NGOUNGA (Cyprien)**
- **MIENDOUDI (François)**
- **MILANDOU (Désiré)**
- **PEMBE (Charles)**
- **NOUNGUINI (Roger)**
- **BOUKAKA (Dieudonné)**
- **NGOMA MANIONGUI (Christine)**
- **NKOULOU (Faustin Narcisse)**
- **TCHITEMBO (Fayette)**
- **NSONDE (Léonard)**